



Lettre n°41 du 23 février 2018

Au sommaire :

- **L'agression du gouvernement contre les cheminots, une attaque contre tous les travailleurs, en finir avec la logique des reculades** - *Laurent Delage*
- **Nouvelle époque et tâches des révolutionnaires** - *Jakob Schäfer, Yvan Lemaitre*
- **Allemagne – L'accord salarial 2018 dans la métallurgie : plus de libertés pour le capital** - *Jakob Schäfer*

## **L'agression du gouvernement contre les cheminots, une attaque contre tous les travailleurs, En finir avec la logique des reculades**

Jeudi 15 février, le gouvernement a rendu public le rapport Spinetta sur la SNCF, véritable déclaration de guerre contre les cheminots. Une campagne de presse s'en est suivie, dénonçant leurs « *privilèges* », comme s'ils étaient responsables de la dette de la SNCF, estimée à 46 milliards fin 2017.

Cette fameuse dette profite pourtant à de vrais privilégiés... D'abord aux banques, puisque depuis les années 80, l'Etat a fait reporter ses investissements ferroviaires sur la SNCF, obligée de s'endetter à sa place. Aujourd'hui, les seuls intérêts s'élèvent à 1,7 milliard d'€ par an ! Vinci en profite aussi avec la bonne affaire de la LGV. Sa filiale Li-sea, qui a apporté un tiers des investissements, dont une grosse partie par des emprunts garantis par l'Etat et RFF, s'approprie aujourd'hui toutes les recettes de la nouvelle ligne Paris-Bordeaux par des « *péages* » particulièrement couteux à la SNCF : soit un déficit de 90 millions d'€ rien que sur le 2<sup>nd</sup> semestre 2017 !

Maintenant, le gouvernement et Spinetta présentent la facture aux salariés, en commençant par remplacer deux des trois établissements publics qui composent la SNCF par des sociétés anonymes. La première, *Mobilités*, pour attirer les opérateurs privés ; la deuxième, *Réseau*, pour faire payer la dette aux cheminots et aux usagers.

Dans cet objectif, le rapport préconise 5 000 suppressions de postes et l'extinction du statut des cheminots, pour tirer les droits vers le bas, comme cela se fait déjà avec les contractuels. Plongé dans la logique même de l'ouverture à la concurrence et de la privatisation, il prévoit aussi le transfert de personnels vers les opérateurs privés qui rem-

porteraient les appels d'offre dans le cas des lignes TER. Pour « rassurer », Spinetta dit que les salariés ne perdront rien et la ministre des transports, Borne, parle de donner un « *sac à dos social* » aux partants... Tout un symbole ! Il n'y a qu'à voir le cas des salariés dans la restauration d'entreprise ou le nettoyage, qui changent d'employeurs au gré des appels d'offres et perdent leurs quelques acquis au fur et à mesure. Au final, tous deviennent précaires !

Quant aux usagers, le rapport préconise la fermeture de près de 9000 km de petites lignes. Pour les zones rurales, c'en est fini du service public, il leur restera les bus Macron ! Quant aux financements pour régénérer les installations qui se sont excessivement dégradées dans les grandes villes faute d'entretien, les usagers les subiront aussi par les augmentations, payant ainsi ce que l'Etat aurait dû financer directement.

### **Gonflé de mépris, le gouvernement pense avoir la main**

Après la loi Travail et les ordonnances, le gouvernement veut s'en prendre maintenant aux cheminots, briser ceux devant lesquels Juppé avait dû céder en 95.

Rapidement, les syndicats de la SNCF ont fait des déclarations pour dénoncer le rapport et « *la casse des services publics* ». La CGT appelle les cheminots à la grève le 22 mars, avec les fonctionnaires... Mais tous se sont précipités à la « *concertation* » de Borne, lui donnant l'occasion d'appeler au « *dialogue social* » alors que tout le monde mesure la brutalité de l'attaque. Mais il ne peut y avoir de riposte sans rompre ouvertement ce dialogue de dupe,

sans s'adresser directement à la colère ressentie par l'immense majorité des cheminots après les annonces.

Pour préparer la lutte, il est urgent de tirer le bilan des reculades, des adaptations des directions syndicales depuis des années, complices des capitulations de la gauche, du PS et du PC. L'attaque de Macron a été préparée par les précédents gouvernements, en particulier par la « *gauche plurielle* » en 1997. C'est Gayssot, ministre PC des transports, qui a entamé le démantèlement de la SNCF avec la création de RFF. C'est aussi ce même gouvernement qui a lancé la privatisation d'Air France... avec Spinetta comme PDG !

Aujourd'hui, aveuglé par son mépris de classe, le gouvernement poursuit ces attaques en pensant que les cheminots sont isolés, enfermés et paralysés dans son jeu du dialogue social. Arrogant et sûr de lui, il multiplie les mauvais coups et les intimidations.

Il s'attaque aux migrants avec le projet de loi Collomb, qui prévoit entre autres la diminution drastique des délais de demande d'asile, le doublement de la durée de rétention pour pouvoir les expulser et même un « *délit de franchissement non autorisé de frontières* ». Voilà la réponse de Macron aux peuples qui fuient la misère et les guerres, dont l'impérialisme français est en grande partie responsable !

Pour affirmer son refus des « *zones de non-droit* », le même Collomb a envoyé, jeudi 22 janvier, 500 gendarmes évacuer les occupants de la ZAD de Bure, dont le crime est de refuser de vivre près d'une déchèterie nucléaire.

Le gouvernement s'attaque aussi à la jeunesse avec la sélection à l'université, à la Fonction publique avec les 120 000 suppressions d'emplois et l'annonce d'un Plan de Départs Volontaires par Darmanin.

La méthode est toujours la même : les dégradations sont telles à l'université (comme en témoigne le système du tirage au sort), dans les services publics, suite à des années de reculs et d'absence de riposte sérieuse, que Macron peut prétendre aujourd'hui il n'y a pas d'autre choix que de libéraliser toujours plus, sélectionner, servir les « *premiers de cordée* » et abandonner tous les autres !

Il resserre le piège dans lequel la gauche a enfermé les travailleurs.

## **Le 22 mars, construire la lutte, faire de la politique pour contester cette société**

Il faut rompre ce piège pour permettre à la colère qui s'exprime dans toute une série de bagarres locales de devenir une force capable d'inverser réellement le rapport de force. Il faut une politique de classe, indépendante, que les travailleurs et les jeunes prennent en main leurs affaires pour contester cette société du fric et tous ceux qui la servent.

Même si une journée ne suffira pas bien évidemment, le 22 mars peut être le début d'une réelle riposte, avec les cheminots, les fonctionnaires, les Ehpad en grève le 15 mars et qui menacent de poursuivre, les jeunes des lycées et des facultés contre la ségrégation sociale.

Sur le chemin de la convergence des luttes, il y a la rupture avec le dialogue social et la politique d'émiettement des directions syndicales. Cela signifie tirer le bilan de la capitulation de la gauche, dont il n'y a rien à reconstruire. Elle a préparé le terrain politique à Macron, par les privatisations, les suppressions d'emplois massives dans les services publics ou les multiples cadeaux au patronat. Elle a répandu partout la propagande du fric, la démagogie de la réussite individuelle, cette idéologie d'un autre âge justifiant les inégalités sociales qui explosent aujourd'hui.

Le problème n'est pas le manque d'unité des centrales syndicales engluées dans le dialogue avec le gouvernement et leur rôle de « *partenaire social* » ou d'une gauche complètement faillie, qui porte une lourde responsabilité dans l'offensive actuelle. Faire reculer le gouvernement, c'est rompre avec toutes ces politiques qui se sont succédé au pouvoir depuis des années et avoir conscience que chaque bataille s'inscrit dans une bataille d'ensemble pour en finir avec la domination du patronat et de ceux qui le servent.

Sans cette conscience politique de nos intérêts de classe, la bourgeoisie garde la main, parvient à isoler, à paralyser les travailleurs en se servant des appareils qu'elle domine. Dans la préparation du 22 mars, parmi les équipes syndicales, dans les AG, il nous faut porter une politique pour unifier les travailleurs, les luttes, une politique qui conteste radicalement celle des patrons, du CAC 40, des banques et de leurs serviteurs.

Laurent Delage

---

## **Nouvelle époque et tâches des révolutionnaires**

*Nous publions le texte proposé par Jakob, (membre du CI et de la direction de l'ISO, section allemande), Yvan (membre du CI, de la direction du NPA et de la section française) pour le 17<sup>ème</sup> congrès de la IV<sup>ème</sup> Internationale et défendu par les camarades proches de DR et membres de la IV.*

### **Tournant dans la mondialisation libérale et impérialiste**

1) 2016, avec le Brexit et l'élection de Donald Trump, la chute d'Alep reconquise par les troupes du dictateur sanglant Assad avec le soutien de la Russie et la complicité des grandes puissances de la coalition, marque le début

d'un tournant dans la mondialisation libérale et impérialiste.

La bourgeoisie avait tenté de construire un mythe de la « mondialisation heureuse » où le marché apporterait la démocratie, la paix et le bien-être, mensonge et poudre aux yeux dont Obama se voulait l'expression. Ce mythe s'effondre. Jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les progrès tech-

nologiques combinés à une prolétarianisation massive par la ruine de la paysannerie dans les pays dits émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil ont fait baisser les coûts de production et alimenté la machine à profit, le casino de la finance. Mais cela au prix d'un endettement généralisé et d'une bulle financière « exubérante ». L'anticipation des profits donnait lieu à une spéculation effrénée.

L'accident était inévitable, la crise des subprimes aux USA en a été le déclencheur.

Le vrai choc qui a propulsé Trump et tous les courants réactionnaires d'extrême droite, populistes, ce fut bien la crise de 2007-2008.

Les rapports de force ont changé, la politique combinant le libéralisme économique et le militarisme impérialiste a déstabilisé l'ensemble de la planète. La première puissance mondiale n'a plus la suprématie d'antan, un nouveau rival émerge dans un monde multipolaire, la Chine. L'instabilité des relations internationales ne peut plus être contenue par une seule puissance qui se sent, en retour, menacée.

Derrière le slogan « *rendre sa grandeur à l'Amérique* », Trump a, à sa façon, défini une orientation qui répond aux besoins impérialistes des USA et que partage une large fraction de l'establishment qu'il prétendait combattre. Derrière ce slogan, il y a la défense des intérêts du capital américain face à la concurrence mondialisée, contre les peuples et contre sa propre classe ouvrière. Les discours nationalistes et protectionnistes visent à associer les peuples à la politique des bourgeoisies confrontées à une concurrence exacerbée, à créer l'illusion que la politique des classes dominantes pourrait répondre aux inquiétudes et demandes des classes populaires.

Le mouvement ouvrier est confronté à cette nouvelle offensive qui cherche à dévoyer, à retourner le mécontentement, la révolte des classes populaires contre elles-mêmes pour les subjuguier, les soumettre à la politique, à la défense des intérêts des classes dominantes en les divisant et en les dressant contre des boucs émissaires tout désignés au nom du nationalisme et du racisme, de la xénophobie.

Notre orientation, en réponse, s'organise autour de notre indépendance de classe et de son corollaire, l'internationalisme dans la perspective du socialisme, du communisme.

**2)** La deuxième grande mondialisation capitaliste, un siècle après la première qui avait débouché sur le développement de l'impérialisme et deux guerres mondiales, a transformé le capitalisme et la planète modifiant profondément les conditions mêmes des luttes de classes à l'échelle internationale. Nous sommes devant une nouvelle phase du développement du capitalisme.

Les bouleversements résultant de ce qu'il est convenu d'appeler le grand basculement du monde ont été accélérés, accentués par la crise qui a commencé en 2007-2008 et semblent se prolonger dans une crise chronique, long

processus de stagnation et de décomposition du capitalisme.

L'exacerbation de la concurrence internationale sous les effets de la crise aboutit à un renforcement du rôle des États, instruments de politiques sécuritaires et militaires, à une instabilité grandissante, un chaos géopolitique, une multiplication des conflits militaires.

Cette deuxième grande mondialisation est survenue à l'issue d'une longue période de défaites et de recul du mouvement ouvrier. Après sa trahison par la social-démocratie, son étouffement, son écrasement, l'élimination physique de sa direction par la bureaucratie stalinienne alliée à la réaction capitaliste ont laissé au lendemain de la deuxième guerre mondiale la révolte des peuples opprimés prisonnière du nationalisme. Le prolétariat n'a pas été en mesure de lui offrir une perspective internationaliste. Cette vague révolutionnaire a cependant bouleversé le monde en permettant à des millions d'opprimés de rompre le joug de l'oppression coloniale et impérialiste. Mais, loin d'aller vers le socialisme, les nouveaux régimes ont cherché à s'intégrer au marché capitaliste mondial pour y trouver leur place. Cuba a été le dernier État né de cette vague révolutionnaire à avoir tenu tête à la première puissance mondiale, un défi qui témoigne de la force des peuples quand ils osent affronter les classes et les États dominants.

Le capitalisme a triomphé à l'échelle de toute la planète. En délitant les vieux cadres de domination des grandes puissances et des classes capitalistes, il n'apporte que crise, régression sociale et démocratique, guerres, catastrophe écologique. Il ouvre une période de guerres, d'instabilité et de révolutions.

**3)** Ce nouveau stade de développement du capitalisme combine les vieux rapports impérialistes avec les nouveaux rapports du libéralisme mondialisé. On peut parler de développement impérialiste et libéral.

Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine démontre que le développement impérialiste est lié à la nature même du capitalisme. « *L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur.* » Nous pouvons reprendre ce raisonnement pour expliquer la nouvelle phase de développement du capitalisme à laquelle nous sommes confrontés.

« *Le stade monopoliste du capitalisme* » a donné naissance à travers la mondialisation libérale au stade des multi et transnationales et de la financiarisation globale de l'économie. Cette nouvelle phase est le produit du développement des propriétés et contradictions du capitalisme qu'elle accentue et porte à un niveau supérieur, « une époque de transition du capitalisme à un régime écono-

mique et social supérieur » dont les conditions objectives ont mûri, se sont renforcées au niveau planétaire.

**4)** Le développement impérialiste et la lutte entre les puissances impérialistes pour le repartage du monde ont débouché durant le XXI<sup>ème</sup>.

Une nouvelle phase s'ouvre dès la fin des années 70, celle de l'offensive libérale menée sous la houlette de la première grande puissance mondiale, les USA, et de son alliée la Grande Bretagne. Commence la deuxième mondialisation en réponse à la baisse du taux de profit qui voit le capitalisme s'imposer comme mode de production mondial atteignant les limites de la planète.

Cette offensive libérale à l'issue des Trente glorieuses a débouché sur la fin de l'URSS, l'effondrement de la bureaucratie, qui avait à la fois contribué aux luttes de libération nationale tout en participant au maintien de l'ordre mondial capitaliste au nom de la coexistence pacifique, c'est-à-dire de la défense des intérêts de la bureaucratie.

La fin de l'URSS a marqué une accentuation de l'offensive des classes capitalistes sous la houlette des USA. L'euphorie libérale et impérialiste l'emporte durant les années Bush, le capitalisme triomphe à l'échelle de la planète mais le mythe de « la fin de l'histoire » ne résistera pas longtemps à la réalité. La première guerre d'Irak ouvre une longue période d'offensives contre les peuples pour imposer le libéralisme mondialisé, la stratégie du chaos qui débouche sur un nouvel ordre mondial déstabilisé et de nouvelles guerres.

A la fin de l'ère Bush, Obama a prétendu tourner la page. Mais ne pouvant apporter une réponse politique à la situation créée par « la stratégie du chaos », il n'a eu d'autre choix que de s'y adapter.

**5)** Depuis la crise financière de 2008, cette période du libéralisme international tend à céder la place à une phase de réorganisation des relations internationales alors que l'économie mondialisée échappe à toute régulation, aucune puissance n'en ayant les moyens. La contradiction entre l'instabilité engendrée par la concurrence globalisée et la nécessité d'assurer un cadre commun de fonctionnement du capitalisme permettant d'assurer la production et les échanges s'accroît.

En 30 ans, les rapports de force ont été bouleversés, les BRICS et principalement la Chine, l'ensemble des peuples se battent pour participer au développement mondial malgré la crise. Même si les USA restent, dans tous les domaines, la première puissance mondiale, ils doivent composer, trouver des alliés. La moitié de la production manufacturière mondiale est aujourd'hui réalisée par les pays émergents.

La contradiction entre État national et internationalisation de la production et des échanges est plus forte que jamais alors qu'aucune puissance dominante n'est aujourd'hui en mesure de réguler les relations internationales. Les deux facteurs se combinent pour créer les conditions d'une instabilité des relations internationales.

Les cartels et unions internationales monopolistiques composent avec la libre concurrence mondialisée. Les monopoles se sont développés en sociétés transnationales à l'activité industrielle, commerciale, financière diversifiée et une concentration telle que 147 multinationales possèdent 40 % de la valeur économique de l'ensemble des multinationales du monde entier. Si ces dernières gardent une base nationale, elles sont engagées dans des relations d'interdépendance à l'échelle mondiale.

Le développement parasitaire du capital financier a donné naissance à une masse considérable de capitaux spéculatifs accompagnée d'une diminution des investissements productifs.

Ce caractère parasitaire s'exprime dans une économie de la dette et dans le fait que les USA sont importateurs nets de capitaux ainsi que les autres vieilles puissances impérialistes à des degrés variables. Cette importation de capitaux est une façon de drainer les richesses produites par le prolétariat des pays émergents vers les vieilles métropoles impérialistes.

On assiste à une concentration des richesses à un niveau jamais vu. Un oligopole bancaire contrôle la finance et s'est soumis les États par le biais de la dette publique.

Une nouvelle division internationale du travail s'opère à travers le développement économique des anciens pays coloniaux ou dominés, en particulier des émergents, mondialisation de la production et non simple internationalisation, « *une économie mondiale intégrée* » comme le dit Michel Husson.

Le partage territorial du monde qui avait été remis en cause par les deux guerres mondiales et la vague de mouvements de libération nationale a cédé la place à un capitalisme de libre concurrence à l'échelle internationale structuré par les multinationales. Le partage du monde a cédé la place à une lutte pour le contrôle des circuits commerciaux, des lieux de production, de l'approvisionnement en énergie... Les logiques capitalistes et de contrôle territorial, selon la formule de Harvey, se combinent sous d'autres formes.

L'instabilité croissante du monde qui en résulte conduit à une montée des militarismes, à des tensions croissantes qui ont contraint les USA à se redéployer militairement tout en cherchant à associer à leur politique de maintien de l'ordre mondial les vieilles puissances, l'Europe, le Japon et les pays émergents. Cette politique est un échec qui a engendré une instabilité croissante et le développement du fondamentalisme religieux, terroriste, facteur de chaos permanent.

**6)** Dans le même temps qu'il atteint les limites de la planète, le capitalisme mondialisé provoque une crise écologique inédite d'une ampleur globalisée qui pose la question de l'avenir de l'Humanité. La logique du profit aboutit à une organisation aberrante de la production à l'échelle mondiale au mépris des populations et des équilibres écologiques.

La combinaison de la crise écologique et climatique d'un côté, et de la crise économique et sociale de l'autre, représente pour l'humanité des enjeux inédits. Il n'y a pas de solution sans sortie du capitalisme, ni à l'échelle d'un seul pays, sans planification démocratique fondée sur la coopération des peuples à l'échelle mondiale en fonction des besoins sociaux et écologiques.

Cette crise est un facteur d'une prise de conscience internationaliste, non seulement au sens que notre patrie, c'est l'Humanité mais au sens aussi où, du local au global, la lutte contre les menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète est une lutte qui dépasse les frontières. Elle est inscrite dans la lutte pour le socialisme en lien avec les luttes de classes sociales et politiques, partie intégrante de celles-ci.

La question écologique et la question sociale sont liées, il n'y a pas de réponse à la première sans répondre à la seconde.

**7)** Le drame des migrants concentre de façon particulièrement révoltante les effets des processus de décomposition sociale, conséquences des guerres, du libéralisme économique, de la mainmise des transnationales, de la dépossession de terres et la ruine de larges fractions de la paysannerie, de la montée des forces réactionnaires intégristes ainsi que de la crise écologique et climatique.

Ces processus atteignent un degré extrême et irréversible jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils se nourrissent de l'instabilité engendrée par la mondialisation capitaliste, l'état de guerre permanent comme réponse à l'instabilité permanente dans lequel elle a plongé le Moyen-Orient comme une large partie de l'Afrique. D'une compétition aiguë entre anciennes et nouvelles grandes puissances, entre puissances régionales, comme au Moyen-Orient l'Iran et l'Arabie saoudite. De la guerre sociale aussi que les grands groupes financiers et leurs États mènent contre les travailleur-e-s et les peuples. La crise qui se concentre en Europe révèle la faillite du processus de construction d'une Europe capitaliste.

Nous faisons face à une crise humanitaire d'une ampleur exceptionnelle. Notre intervention doit prendre en compte les mouvements de solidarité qui ont lieu en particulier en Europe. Si notre politique ne saurait se limiter à l'humanitaire, elle le prend en compte en particulier au sein des organisations syndicales ou associatives du mouvement ouvrier.

Les migrants sont partie intégrante du prolétariat, d'Europe, des USA ou d'ailleurs.

Cette crise provoque une montée des réflexes de peur et de rejet xénophobe, elle bouscule toutes les forces politiques, elle peut être un ferment révolutionnaire au sens où la seule réponse est celle de la solidarité internationaliste sur tous les terrains face à ceux qui n'ont comme réponse que la guerre et la répression policière pour contenir l'instabilité dramatique que leur politique a engendrée.

**8)** Les limites atteintes par l'accumulation élargie financière fondée sur la croissance exponentielle du crédit et

de la dette aboutissent au développement de « l'accumulation par dépossession » selon la formule de Harvey. A défaut d'être en mesure de développer l'économie pour accroître la masse de la plus-value nécessaire pour nourrir les appétits des capitaux, le capitalisme trouve une issue à ses difficultés d'accumulation dans une double offensive : contre les travailleurs et contre les peuples pour leur imposer une répartition de plus en plus défavorable des richesses.

Cela entraîne une lutte acharnée pour le contrôle des territoires, des sources d'énergies, des matières premières, des voies d'échanges... La libre concurrence mondialisée devient une lutte pour le contrôle des richesses, une forme de repartage du monde, mais dans des rapports de forces radicalement différents de ceux de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et du début du XX<sup>ème</sup>.

## **Le développement de la crise depuis 2007-2008 a exacerbé les tensions.**

Les USA n'ont plus les moyens de s'imposer aux autres puissances et nations comme le démontre la situation au Moyen Orient. Ils sont contraints d'adapter leur politique aux nouveaux rapports de force tant pour assurer leur propre hégémonie que pour assurer l'ordre mondial. Les deux sont liés. L'hégémonie des USA est conditionnée à leur capacité à assurer l'ordre mondial, « la gouvernance mondiale », à rendre crédible leur prétention à agir dans l'intérêt général.

Or aujourd'hui, ils ne sont plus en mesure de le faire, aucune puissance n'est en mesure de le faire d'où la montée des tensions, du militarisme. L'émergence de nouvelles puissances ayant des vues impérialistes ou de puissances régionales ayant leurs propres intérêts à défendre dans le jeu des rivalités des grandes puissances rendent de plus en plus fragile le leadership américain, la situation internationale de plus en plus chaotique. La réponse des USA est la politique de Trump, « Make America great again », affirmer leur suprématie économique et militaire par une guerre commerciale, le protectionnisme et le militarisme.

Jusqu'où peuvent aller ces tensions et déséquilibres ? Nous ne pouvons exclure, sur le long terme, aucune hypothèse. Il s'agit de comprendre les possibles évolutions de la situation mondiale pour formuler les issues à la crise dans laquelle les classes dominantes nous entraînent. Rien n'autorise à ignorer l'hypothèse du pire, de la mondialisation des conflits locaux à un embrasement généralisé, une nouvelle guerre mondiale ou plutôt mondialisée. L'évolution de la guerre en Syrie en est une nouvelle illustration comme le fut celle d'Ukraine.

Le fond de la question renvoie à la nature des relations Chine-USA et à leurs évolutions possibles.

Une politique impérialiste plus agressive de la Chine pourrait résulter de ses contradictions internes, de l'incapacité des classes dirigeants chinoises à apporter une réponse à la question sociale, à perpétuer l'ordre sans fournir un exutoire aux frustrations sociales. Nous n'en sommes pas

là, mais rien ne nous permet d'exclure l'hypothèse que de là puisse résulter une guerre pour le leadership mondial.

La réponse appartient en fait au prolétariat et aux peuples, à leur capacité à intervenir directement pour empêcher le pire. La question n'est pas de faire des pronostics mais de fonder notre propre stratégie sur la compréhension du développement des rapports entre les classes et entre les nations.

La crise de domination des classes et des États dominants ouvre une période de transformation révolutionnaire. A travers elle se forment les conditions de la naissance d'un autre monde.

L'émergence d'une classe ouvrière internationale puissante

**9)** La classe ouvrière mondiale connaît un développement considérable à travers un marché du travail mondialisé où les salariés sont mis en concurrence à l'échelle de la planète remettant en cause les acquis de « l'aristocratie ouvrière » des vieilles puissances impérialistes, sapant ainsi les bases matérielles du réformisme du siècle dernier.

La classe ouvrière est plus nombreuse que jamais : rien qu'en Corée du Sud il y a plus de travailleurs salariés que dans le monde entier à l'époque de Marx. La classe ouvrière constitue entre 80 et 90 % de la population dans les pays les plus industrialisés et presque la moitié de la population mondiale. Globalement, le nombre de travailleurs industriels est passé de 490 millions dans le monde en 1991 à 715 millions en 2012 (chiffres de l'Organisation internationale du travail). Le rythme de croissance de l'industrie a même été supérieur à celui des services entre 2004 et 2012 ! Ce n'est pas le secteur industriel qui a baissé mais le secteur agricole, en passant de 44 à 32 % de la force de travail globale. Si la classe ouvrière industrielle a régressé numériquement dans les anciennes puissances capitalistes son rôle dans la lutte de classe reste prépondérant. La prolétarisation des services a créé de nouveaux secteurs salariés dans les anciennes métropoles capitalistes qui ont trouvé les chemins de la lutte comme dans le nettoyage ou dans la grande distribution et les fast-food avec le mouvement *Fight for 15* aux États-Unis.

**10)** Il n'est pas vrai que le développement de la précarité rend la classe ouvrière incapable de mener des luttes significatives et de jouer son rôle révolutionnaire. Dans le passé, une condition prolétarienne bien plus précaire qu'aujourd'hui et l'absence de grande industrie n'avaient pas empêché les ouvriers parisiens de partir à « l'assaut du ciel » lors de la Commune... et aujourd'hui, les travailleurs trouvent le chemin des mobilisations malgré les obstacles créés par l'offensive capitaliste : la plus grande grève en France depuis plusieurs décennies, en termes numérique et de durée, a été la grève des travailleurs sans-papiers de 2009-2010, qui a impliqué 6 000 grévistes, dont 1500 dans l'interim, organisés en comité de grève, sur dix mois. En opérant un redéploiement international de l'industrie, la mondialisation capitaliste a créé de nouvelles classes

ouvrières dans les pays du Sud, dont les mobilisations récentes ont montré la force : la vague de grèves que connaît la Chine depuis 2010, les grèves massives de Bursa en Turquie en 2015, la formation de syndicats de masse combattifs en Indonésie, le rôle du mouvement syndical et des grèves de masse dans la démission de la Première ministre en Corée du Sud fin 2016...

La classe ouvrière mondiale n'a jamais eu une telle puissance qui en fait la classe capable de rassembler l'ensemble des opprimés pour en finir avec la domination du capital. Il est nécessaire de contribuer à son organisation sur le terrain politique sur des bases d'indépendance de classe et de développer en son sein une intervention politique systématique. Cela met au centre de nos préoccupations la tâche de reconstruire ou de construire une conscience de classe.

**11)** « *Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même* » écrivait Marx dans le Manifeste communiste décrivant le combattant incessant du prolétariat pour s'organiser « en classe, et donc en parti politique ». Cette bataille se déroule aujourd'hui à l'échelle internationale et le prolétariat déploie une activité quotidienne qui exerce sa pression sur l'ensemble de la société même si ses vieux partis se sont effondrés ou intégrés à l'ordre bourgeois et si souvent ses organisations syndicales sont engluées dans la collaboration de classe. Leur mise en concurrence à l'échelle internationale sape les avantages dont pouvait bénéficier les salariés des pays capitalistes les plus développés sur lesquels s'appuyaient les bourgeoisies et les États pour obtenir un consensus sur le fond de leur politique et entretenir la collaboration de classe. Cette époque est révolue.

Aujourd'hui, les bourgeoisies et leurs États cherchent à associer le prolétariat à leur guerre économique et commerciale au nom du protectionnisme et du nationalisme, le national libéralisme.

Le mouvement ouvrier est sur la défensive mais il est engagé dans un long et profond processus de réorganisation à travers lequel nous voulons agir pour aider, contribuer à son organisation en tant que classe, « c'est à dire en tant que parti ».

## Définir une stratégie révolutionnaire

**12)** L'essor du prolétariat cible d'une offensive réactionnaire mondialisée alors que tant les partis politiques issus du mouvement ouvrier que les courants nationalistes qui ont dirigé les révolutions coloniales se sont effondrés pose en terme nouveaux les questions stratégiques.

L'évolution du capitalisme a plusieurs conséquences du point de vue de l'actualité de la stratégie révolutionnaire. On peut essayer de résumer l'essentiel.

Elle tend à saper les bases matérielles du réformisme en amenuisant les surprofits impérialistes, ciment de la collaboration de classe alors que l'on assiste à une concentration considérable des richesses, une accentuation des

inégalités, une paupérisation. La dictature du capital ne laisse pas de marge de manœuvre aux États ou aux hommes politiques qui la servent ou qui voudraient la contester en restant dans le cadre du système. Le drame de la Grèce et la capitulation de Tsipras en est l'illustration.

Elle donne à l'internationalisme un contenu concret qui s'enracine dans la vie quotidienne de millions de prolétaires. La question sociale et la question internationale sont perçues comme étant bien plus interdépendantes qu'elles ont pu l'être par le passé. L'instabilité croissante des relations internationales résulte autant de l'instabilité des États face aux travailleurs et aux peuples que des rivalités entre grandes puissances, entre grandes puissances et puissances régionales... instabilité ouvrant de nouvelles possibilités pour l'intervention des classes exploitées.

L'offensive libérale et impérialiste a fait exploser les vieux rapports politiques y compris dans les pays les plus stables de la vieille Europe capitaliste. L'élection présidentielle en France en a été une nouvelle illustration. Les partis comme les institutions sont entièrement sous la coupe du capital sans indépendance ni marge de manœuvre. Le vieux clivage parlementaire droite-gauche est vidé de tout contenu.

Le seul clivage pertinent, notre boussole, est le clivage de classe, l'opposition irréconciliable entre les prolétaires et les bourgeois, entre les classes exploitées et la classe capitaliste.

La lutte contre la montée des forces réactionnaires, nationalistes, néofascisme ou fondamentalisme religieux, engendrées par la décomposition sociale produite par la politique des classes capitalistes est aujourd'hui la question politique centrale. La réponse et l'issue s'inscrivent dans une politique de classe pour la transformation révolutionnaire de la société.

**13)** Le fondamentalisme religieux dans ses formes les plus radicales, le terrorisme et le djihadisme, a été enfanté par la politique des grandes puissances mais il est plus globalement l'enfant des politiques libérales qui engendrent la misère et accentuent comme jamais les inégalités.

Dans les pays riches, établir une hiérarchie des menaces serait une erreur. Les menaces d'un néofascisme occidental se nourrissent des menaces des fondamentalismes religieux. Les deux sont des ennemis du progrès, de la démocratie et des libertés, des ennemis des travailleurs et des peuples qu'ils veulent soumettre.

Le combat contre la montée des forces réactionnaires, d'extrême-droite, fascistes ou intégristes religieuses est une lutte globale contre la décomposition sociale et politique engendrée par les politiques des classes capitalistes.

Une telle situation où situation nationale et internationale, question sociale et politique se lient de façon complexe rend les raisonnements manichéens du campisme ou du moralisme inadéquats si ce n'est dangereux. Nous combattons tout ce qui peut ou pourrait, d'une façon ou d'une autre, nous laisser prendre au piège d'une guerre des civilisations, du communautarisme. Nous déterminons et

développons notre politique en fonction des intérêts de la classe ouvrière internationale, soucieux d'avoir une politique capable de donner un contenu aux aspirations démocratiques, solidaires, contre tous les racismes, des classes populaires.

Notre démarche vise à démontrer les objectifs de la politique des grandes puissances, le lien entre la guerre sociale menée contre les travailleurs par les différentes bourgeoisies et la guerre contre les peuples, entre la concurrence mondialisée et les rivalités entre puissances sur le terrain international.

Nous dénonçons la prétendue lutte contre le terrorisme et l'islamisme radical des puissances occidentales qui conduit à la guerre comme le fanatisme religieux qui vise à soumettre les populations.

Nous dénonçons sans ambiguïté ces forces et les combattants, nous apportons notre solidarité aux mouvements progressistes qui les combattent ou résistent tout en dénonçant la propagande des grandes puissances invoquant une nouvelle version du « choc des civilisations » pour justifier leur politique. Cette solidarité ne se confond en aucune manière avec la politique des États dominants

Notre combat pour la paix, la démocratie, pour le droit des peuples est indissociable de notre combat pour le socialisme.

**14)** Dans ce contexte de montée des forces réactionnaires face aux effets de la mondialisation capitaliste, la lutte des femmes pour l'égalité des sexes et leurs droits revêt une importance toute particulière. Elle représente un facteur révolutionnaire déterminant. Nous sommes pleinement partie prenante de cette lutte dans tous ses aspects sur les lieux de travail, sur les lieux d'habitation et d'étude. Nous reprenons les exigences démocratiques contre la domination masculine et la famille patriarcale corollaire de la propriété privée, forme d'oppression et de domination des femmes et de la jeunesse dont l'inadaptation au monde moderne et au progrès social est de plus en plus flagrante.

Les femmes sont les premières victimes de l'exploitation comme des conséquences dévastatrices de la mondialisation libérale sur toute la société. Leur combat est celui de tous les exploités et les opprimés. Loin de diviser les opprimés entre eux, loin d'opposer la lutte des femmes à celles des hommes, nous militons pour que l'ensemble du mouvement ouvrier reprenne à son compte les luttes féministes et pour l'émancipation politique et sociale des femmes. Les deux luttes n'en font qu'une. Si la femme est la prolétaire de l'homme, celui-ci ne pourra cesser d'être exploité que quand il considérera la femme comme son égale.

La lutte pour l'égalité des sexes se combine avec la lutte contre les intégrismes et les préjugés véhiculés par les religions qui, toutes, justifient et défendent la soumission des femmes.

**15)** Notre solidarité avec les peuples ne saurait faire appel à la prétendue « communauté internationale » ni à

l'ONU dont la fonction, de plus en plus délaissée, est de donner un paravent démocratique à la politique des grandes puissances. A l'opposé nous mettons constamment en valeur la nécessaire solidarité entre les travailleurs et les peuples, seule issue aux politiques agressives et militaristes des grandes puissances qui manipulent et dressent les peuples les uns contre les autres.

Notre internationalisme s'exprime dans la recherche constante d'une politique indépendante pour la classe ouvrière combinée à la lutte contre notre propre bourgeoisie.

**16)** Les expériences et les bilans de l'objectif stratégique de construction de « partis larges » sans délimitations programmatiques et stratégiques claires nous conduisent à le mettre en discussion. Cette stratégie reposait sur les processus de recomposition que pouvait impulser l'effondrement de l'ancienne URSS et des Partis communistes. Elle ne prend plus en compte les données nouvelles de la période indépendamment de l'appréciation que nous pouvons en avoir.

Cette évolution souligne l'idée que pour se débarrasser de l'ordre existant odieux la classe ouvrière a besoin de s'organiser et de combattre le capitalisme du tout au tout, et de s'engager pour une transformation révolutionnaire de la société. Les expériences du mouvement ouvrier d'au moins un siècle et demi nous enseignent que ce combat exige un parti à la fois radical et bien formé, ayant fait siennes les conceptions du marxisme, bref un parti socialiste, communiste révolutionnaire. Il n'y a pas de troisième voie. Ou bien le monde du travail, la jeunesse organisés sont conscients non seulement des menaces que la continuité du capitalisme fait peser sur toute l'humanité mais aussi de la nécessité et de la possibilité de la conquête par la classe ouvrière du droit de décider et de contrôler la marche de la société, en un mot du pouvoir, ou bien la société sera enfermée dans le piège des impasses diverses du réformisme tel que cela a eu lieu à maintes reprises ouvrant la voie aux forces réactionnaires, à l'extrême-droite.

Un parti révolutionnaire ne se proclame pas. Il se forme dans les luttes et il ne pourra jouer un rôle déterminant que quand il sera un parti de masse et aura les moyens politiques et organisationnels de donner une orientation révolutionnaire conséquente, d'organiser des luttes massives et être à la tête de larges secteurs de la classe ouvrière. Si les luttes et les mobilisations sont les conditions nécessaires pour la croissance des forces révolutionnaires, ce développement exige un noyau organisé, rassemblé par une conscience commune basée sur la vision de l'avenir de la société humaine, sur une démarche et un programme transitoire.

Bien conscients que ce parti de masse ne pourra être le résultat d'un développement linéaire d'une petite organisation quel qu'elle soit nous cherchons à faire converger et à unir les forces révolutionnaires, les organisations et militantEs qui se battent contre le capital et l'ordre bourgeois, pour l'abolition du système capitaliste et pour le socialisme. Nous connaissons le prix payé par la classe ex-

ploitée du fait des illusions réformistes, les dangers que représentent les diverses voies réformistes y compris dans leur forme moderne d'un populisme de gauche. Nous savons que le prolétariat a toujours payé cher les expériences des impasses de la voie réformiste. En conséquence, nos efforts de regroupements politiques et organisationnelles ne peuvent en aucune façon laisser se développer des malentendus : Une association de forces révolutionnaires et réformistes ne peut en fin de compte qu'affaiblir la force de notre programme et de notre intervention. Au meilleur des cas cela peut déboucher sur des organisations centristes, elles aussi incapables de construire un parti révolutionnaire qui sera prêt à se battre pour la prise de pouvoir. À défaut d'avoir la force et la volonté de tracer une perspective révolutionnaire on en arrive à s'adapter à des politiques électoralistes au risque de renvoyer notre objectif de renversement du système capitaliste aux calendes

Les expériences avec des soi-disant partis larges (donc englobant révolutionnaires et réformistes) n'ont nullement contribué à la création d'un parti révolutionnaire, condition sine qua non pour la lutte décisive de la classe ouvrière. Être claire sur ce que nous voulons est une condition pour être en mesure de rassembler des forces révolutionnaires, de former des cadres, de convaincre des forces nouvellement politisées et de faire converger des forces plus importantes dans des fronts communs, dans de nouvelles organisations et – ultérieurement – dans un parti révolutionnaire de masse.

Avancer dans cette direction implique que nous définissions les éléments centraux d'un programme de transition pour le vingt-et-unième siècle et sa déclinaison en fonction des différentes régions du monde, en particulier au niveau de l'Europe, et à partir de là, les bases et le cadre à partir desquels nous pourrions combiner politique de construction et initiatives en vue du regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires.

C'est un travail politique et programmatique qui ne peut être que collectif et exige du temps et de l'énergie mais c'est une tâche indispensable et incontournable.

**17)** Le grand basculement du monde n'est pas une formule. Il s'opère dans le drame et le sang et nous oblige à tout repenser. Comment contribuer à l'émergence d'un mouvement révolutionnaire au niveau national, européen et international, la question nous est posée en des termes nouveaux.

Il s'agit de porter aujourd'hui une stratégie de regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires sur la base d'un programme de transformation révolutionnaire de la société partant des exigences élémentaires des exploitées, la garantie d'un salaire et de pensions décentes, la liquidation du chômage par la répartition du travail entre toutes et tous, la défense des services publics pour poser la question de la conquête du pouvoir pour annuler la dette, créer un monopole public bancaire et socialiser les grands groupes industriels et commerciaux.



Cette stratégie, ce programme se déclinent de façon différenciée selon les pays et les situations mais ils s'organisent autour d'une démarche transitoire posant la question du pouvoir des travailleurs et de la population, les 99%, afin d'en finir avec la dette et mettre les banques et les multinationales hors d'état de nuire.

Nous devons être capables de dégager des défaites et reculs passés comme des bouleversements en cours les éléments qui travaillent à la transformation révolutionnaire de la société pour être à même d'aider à l'organisation indépendante de la classe ouvrière pour qu'elle soit capable de porter les exigences sociales, démocratiques, écologiques des autres classes sociales, de toute la société.

Alors qu'en réponse aux ravages de la mondialisation, les forces réactionnaires jouent du désespoir et des peurs des classes populaires pour développer leur propagande xénophobe et nationaliste, nous devons œuvrer au regroupement, au pôle opposé, du camp des travailleurs en rupture avec le capitalisme et ses institutions.

Nous voulons œuvrer à l'unité des classes exploitées, de leurs organisations sur la base de cette indépendance de classe.

Nous avons bien conscience des difficultés de la période où l'effondrement des vieux partis issus des combats du mouvement ouvrier sème la démoralisation, la désorientation et le désarroi alors que les forces bourgeoises et réactionnaires sont à l'offensive. Mais nous pensons que dans ce contexte de morcellement des forces anticapitalistes et révolutionnaires la IV a un rôle important à jouer.

Œuvrer à la construction d'une nouvelle internationale, unir les anticapitalistes et révolutionnaires

### 18) La IV<sup>e</sup>

L'avenir dépend de celles et ceux qui sauront œuvrer au rassemblement des forces révolutionnaires dans un même mouvement en rompant avec les pratiques sectaires et antidémocratiques du passé qui ont fait éclater le mouvement révolutionnaire.

La grande instabilité que connaît le monde ouvre à court et moyen terme de nouvelles possibilités auxquelles le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire doit se donner les moyens de faire face.

Nous ne pouvons incarner seuls l'internationalisme révolutionnaire. Nous devons chercher à regrouper les révolutionnaires issus de différentes traditions, à partir d'une convergence de vue sur la situation et les tâches.

Pour être en mesure d'aider au rassemblement des forces se revendiquant du marxisme révolutionnaire nous avons besoin de travailler à l'élaboration de réponses stratégiques et programmatiques pour l'ensemble du mouvement, de remettre à l'ordre du jour la discussion d'un programme socialiste, communiste révolutionnaire.

Par-delà la diversité des tactiques que sont amenés à adopter les révolutionnaires dans la construction de leur parti en fonction des pays et des situations, construire des partis révolutionnaires, des partis pour la prise du pouvoir, le socialisme et le communisme reste l'objectif stratégique.

---

## Allemagne – L'accord salarial 2018 dans la métallurgie : plus de libertés pour le capital

Complexification des conventions salariales, écarts croissant entre les catégories de salarié-e-s, dispositions collectives de moins en moins protectrices, pas de réduction globale du temps de travail... Les points négatifs de l'accord salarial 2018 dans la métallurgie pèsent vraiment lourd.

### Qu'y a-t-il dans l'accord ?

Pour les mois de janvier à mars, 100 € en un seul versement, soit moins de 1 % de la rémunération moyenne dans la métallurgie. A partir du 1<sup>er</sup> avril, les salaires augmenteront de 4,3 %. En juillet 2019 au plus tard aura lieu le versement d'un « *supplément de 27,5 % d'un salaire mensuel* ». S'y ajoute un fixe de 400 €. Celui-ci sera « *intégré à la grille en 2020 et pris en compte par la convention dans le volume de l'augmentation additionnelle* ». Il en résultera donc une modification du barème des rémunérations, ce qui entraînera un relèvement un peu plus important pour les catégories les plus basses. Un tout petit plus.

Mais le premier hic apparaît avec le fixe de 400 € : en cas de « *mauvaise situation économique* », l'entreprise peut,

avec l'accord de l'IG Metall, repousser le paiement, le diminuer ou même le supprimer complètement. Dans le passé, tant en ce qui concerne les augmentations que la réduction du temps de travail, nous avons déjà connu un nombre incalculable de telles concessions de la part de l'IGM. L'accord dit « de Pforzheim » de 2004 avait donné ce droit aux « partenaires sociaux » (délégués au Comité d'entreprise et direction) de déroger à l'accord régional, ce qui a pas mal contribué à rendre les conventions collectives poreuses.

Dans la métallurgie et l'électronique, si l'on prend le meilleur cas de figure, cela donne pour cette année une augmentation moyenne de tout juste 3,7 % (ce qui représente aujourd'hui pour le salaire moyen 3418 €) et, pour 2019, un peu plus de 3 % (environ 3,6 % si les 400€ sont payés intégralement). Rapportés aux 27 mois de durée de l'accord, on en arrive, pour une rémunération moyenne, à une augmentation de 3,5 % par an, un peu plus pour les catégories les plus basses (mais toujours à condition que les 400 € soient versés). Avec une prévision d'augmentation des prix de 2 %, le taux d'inflation est dépassé, mais cela n'intègre pas les gains de productivité.

## Diminution du temps de travail ?

Dans bien des commentaires, c'est la question qui ressort. Dans les faits, on a assisté à un odieux marchandage qui rapporte plus au capital qu'aux salarié-e-s. Ce qui a été négocié, ce n'est en fait qu'une réduction individuelle (jusqu'à 28 heures) à durée déterminée, avec droit de revenir aux 35 heures. Le prix à payer, c'est la possibilité accordée aux employeurs de multiplier les embauches à 40 heures qu'ils pratiquent déjà à l'heure actuelle : on est actuellement à 13 % nationalement (18 % en Bade-Wurtemberg, le Land qui a fait office de région pilote), il sera loisible de monter à 30 % avec un accord d'entreprise en cas de manque de main d'œuvre qualifiée avéré, et jusqu'à 50 % (« quota structurel ») pour les entreprises technologiquement en pointe, là encore après accord d'entreprise, si au moins 50 % des salarié-e-s sont à des coefficients élevés (groupe salarial 12 de la convention de Bade-Wurtemberg, auparavant EG14). Le comité d'entreprise peut faire usage de son droit de veto aux trois niveaux de quotas, mais pour le premier (13-18 %) seulement lorsqu'il est dépassé de 4 %.

Il faut ajouter à cela que les entreprises ont désormais la possibilité de passer du système des quotas à celui du « volume global de temps de travail dans l'entreprise ». Ce volume collectif a été fixé à 35,9 heures hebdomadaires en moyenne sur la base de 18 % des personnels à 40h et 82 % à 35h. Dans ce système, chaque salarié-e à temps partiel ouvre la possibilité d'établir de nouveaux contrats à 40h. Ainsi, une personne à 20h (15h de moins), c'est potentiellement 3 embauches à 40h (3 x 5h de plus).

Et pour bien charger la barque, les entreprises auront à l'avenir la possibilité, en accord avec le comité d'entreprise, de retirer jusqu'à 50 heures des comptes épargne-temps et de les rétribuer (ce qui correspond à une prolongation du temps de travail de plus d'une heure par semaine). Un instrument supplémentaire pour légaliser le non-respect de la semaine de 35 heures.

## Que penser du résultat d'ensemble ?

### - Complexification

Cette négociation a poussé à l'extrême la complexification des conventions salariales à l'œuvre depuis des années. Le résultat, c'est que les travailleurs, les syndiqué-e-s, ne peuvent plus savoir quels sont les points qui les concernent directement et sur quels aspects de l'accord ils peuvent s'appuyer. Même des délégué-e-s, dans beaucoup d'entreprises petites et moyennes, se retrouvent vite dépassé-e-s. Et dans les nombreuses boîtes où il n'y a pas de délégué-e-s du tout, c'est encore pire. Là, même quand l'entreprise reconnaît la convention et est liée par elle, le patron peut tirer parti de cet imbroglio pour faire quasiment ce qu'il veut.

### - Différenciation

Avec les nouvelles réglementations pour les horaires, le jeu sur les quotas différenciés et leur dépassement éventuel, le système du volume global, la protection des entreprises contre les « surcharges », les effets diversifiés

du « temps de travail hebdomadaire individuel » (IRWAZ), etc., les patrons disposent d'une gamme de registres optimale pour accentuer encore davantage les écarts entre les catégories de salarié-e-s. Sans même parler du fait pour les délégué-e-s au comité d'entreprise, la vérification du respect des accords est devenue encore plus complexe : comment établir de façon certaine un « *manque de main d'œuvre qualifiée* » qui justifierait le dépassement du quota fixé pour le nombre de salarié-e-s à 40h, ou bien encore : qu'est-ce qu'une « *entreprise de technologie de pointe* » ? Qui en détermine la définition ? Sur quels critères objectifs établit-on qu'un-e salarié-e a une « *qualification clé* », et que la direction d'entreprise peut donc lui refuser la réduction de la durée de son temps de travail ? Davantage encore qu'auparavant, le besoin de réglementation est déplacé vers les entreprises, ce qui non seulement réduit chaque fois d'autant la portée et le contenu de la convention collective, mais place inévitablement les délégué-e-s dans une situation de plus en plus difficile. Bien souvent, non seulement ils n'ont pas le niveau d'expertise qui s'imposerait, mais ils n'ont pas les moyens d'établir un rapport de forces (ils ne peuvent par exemple pas appeler à la grève).

### - Des dispositions collectives de moins en moins protectrices

Au contraire de ce qui est affirmé par les grands médias, on ne trouve dans cet accord aucune réduction du temps de travail. Là où des salarié-e-s isolé-e-s réduisent individuellement leur temps de travail, le patron peut en faire travailler d'autres plus longtemps dans la même mesure. Avec la règle des 13 % (ou 18 %), on avait déjà vu comment elle avait pu être massivement utilisée et souvent outrepassée. Or, des victimes qui n'osent pas s'opposer à ses volontés, le patron en trouve toujours. Et c'est ainsi que s'aggrave la tendance à l'ouverture toujours plus grande de l'éventail du temps de travail.

La compensation salariale existe seulement dans un nombre réduit de cas, pour ceux et celles qui réduisent à 28h momentanément en vue de s'occuper des enfants ou des tâches domestiques, mais encore seulement à dose homéopathique : seulement 2 des 8 jours de congé qu'ils peuvent prendre dans l'année leurs sont payés. En acceptant cela, l'IG Metall a abandonné la revendication de compensation salariale complète, ce qui était implicite et prévisible au vu du caractère extrêmement limité de la revendication de départ.

Au final, il n'y a pas de réduction du temps de travail pour l'ensemble des personnels. Il s'agit juste de modifications dans la répartition des temps, les dépassements de quotas illégaux sont maintenant légalisés et la porte est ouverte en grand pour permettre de nouveaux dépassements. Le négociateur en chef de Südwest-Metall (organisation patronale de la branche dans le sud-ouest), Stefan Wolf, n'avait pas tort en déclarant : « *Nous avons obtenu beaucoup, et précisément beaucoup d'ouvertures vers le haut pour le temps de travail* ».

## Que reste-t-il ?

Le seul rayon de lumière dans cette campagne de négociations tarifaires, c'est qu'avec le recours à des journées complètes de grève de la part de la direction syndicale (et pas seulement des actions ciblées et très limitées comme le veut la coutume), nombreux sont les travailleurs et travailleuses qui ont pu pour la première fois vivre quelque chose qui ressemble à une petite expérience de lutte (rien qu'en Bade-Wurtemberg, 190 000 personnes). Au vu de la faiblesse du nombre de jours de grève en Allemagne, cette bonne nouvelle, pour modeste qu'elle soit, mérite d'être évoquée, même si les syndiqué-e-s de base n'ont une fois de plus eu leur mot à dire sur la décision de signer.

Mais les points négatifs pèsent vraiment lourd. En premier lieu, avec un accord étendu à une durée de 27 mois, la porte est bien close à une lutte pour une véritable réduction du temps de travail. L'éparpillement des personnels dans les catégories les plus diverses (avec des temps de travail différents) n'est pas vraiment fait pour favoriser le sentiment d'appartenance à un collectif. Pour qu'un tournant s'opère dans la façon dont sont menées les négociations (et pas seulement à l'IG Metall) nous avons encore, comme on dit en allemand « *des planches bien épaisses à percer* ».

*Jakob Schäfer*

Traduit par Pierre Vandevoorde.